

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

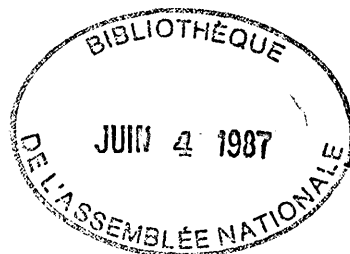
TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 28

**Loi modifiant diverses dispositions
législatives eu égard à la Loi sur l'accès aux
documents des organismes publics et sur la
protection des renseignements personnels**

Présentation

**Présenté par
M. Richard D. French
Ministre des Communications**



**Éditeur officiel du Québec
1987**

NOTES EXPLICATIVES

L'article 168 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1) confère à cette loi, un statut de loi prépondérante. Par ailleurs, l'article 169 de cette même loi prévoit que, sous réserve de l'article 170, toute disposition d'une loi générale ou spéciale qui est inconciliable avec les dispositions des chapitres II et III relatives à l'accès aux documents des organismes publics ou à la protection des renseignements personnels, cesse d'avoir effet le 30 juin 1987.

À cet égard, le présent projet de loi vise à harmoniser diverses dispositions législatives inconciliables avec la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. Cette harmonisation a pour but d'assurer pleinement aux citoyens l'exercice de leurs droits en matière d'accès aux documents des organismes publics et de protection des renseignements personnels.

À cet effet, le présent projet de loi propose l'abrogation ou la modification de certaines dispositions législatives. Il propose également le maintien de certaines dispositions malgré la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Enfin certaines modifications législatives, bien qu'elles ne proviennent pas de réelles inconcilialités avec la Loi sur l'accès, ont été faites par souci de cohérence et de clarification des lois.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:

- Loi sur les abeilles (L.R.Q., chapitre A-1);
- Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1);
- Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1);
- Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25);

- Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29);
- Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles (L.R.Q., chapitre A-31);
- Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32);
- Loi sur les biens culturels (L.R.Q., chapitre B-4);
- Loi sur le changement de nom et d'autres qualités de l'état civil (L.R.Q., chapitre C-10);
- Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19);
- Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27);
- Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1);
- Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., chapitre C-34);
- Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35);
- Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1)
- Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2);
- Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3);
- Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38);
- Loi sur le Conseil régional de zone de la Baie James (L.R.Q., chapitre C-59.1);
- Loi sur la consultation populaire (L.R.Q., chapitre C-64.1);
- Loi sur les coopératives (L.R.Q., chapitre C-67.2);
- Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport (L.R.Q., chapitre C-70);
- Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre (L.R.Q., chapitre D-8.1);
- Loi sur les élections dans certaines municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.1);

- Loi électorale (L.R.Q., chapitre E-3.2);
- Loi sur les employés publics (L.R.Q., chapitre E-6);
- Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1);
- Loi sur les grains (L.R.Q., chapitre G-1.1);
- Loi sur Hydro-Québec (L.R.Q., chapitre H-5);
- Loi sur l'inspecteur général des institutions financières (L.R.Q., chapitre I-11.1);
- Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14);
- Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (L.R.Q., chapitre L-6);
- Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13);
- Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., chapitre M-35);
- Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre M-39);
- Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., chapitre P-9.1);
- Loi sur les producteurs agricoles (L.R.Q., chapitre P-28);
- Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., chapitre P-29);
- Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35);
- Loi sur la protection du malade mental (L.R.Q., chapitre P-41);
- Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., chapitre P-41.1);
- Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (L.R.Q., chapitre Q-1);
- Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9);
- Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (L.R.Q., chapitre R-17);

- Loi favorisant le regroupement des municipalités (L.R.Q., chapitre R-19);
- Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1);
- Loi sur les services de garde à l'enfance (L.R.Q., chapitre S-4.1);
- Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5);
- Loi sur la Société de développement industriel du Québec (L.R.Q., chapitre S-11.01);
- Loi sur les syndicats coopératifs (L.R.Q., chapitre S-38);
- Loi sur les terres publiques agricoles (L.R.Q., chapitre T-9.1);
- Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1);
- Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1).

Projet de loi 28

Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI S'UIT:

LOI SUR LES ABEILLES

1. L'article 13 de la Loi sur les abeilles (L.R.Q., chapitre A-1) est modifié par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes, des mots «et ils peuvent être rendus publics par décision du ministre».

LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

2. L'article 2 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1) est modifié par l'addition, après le paragraphe 4°, du suivant:

«5° aux dossiers judiciaires et administratifs ayant trait à l'adoption d'une personne.».

3. L'article 8 de cette loi est modifié par la suppression, dans la deuxième et dans la troisième lignes du deuxième alinéa, des mots «autre».

4. L'article 11 de cette loi est modifié par l'addition, après le troisième alinéa, des suivants :

« Le ministre des Affaires municipales peut, à la demande d'un organisme municipal, fixer pour celui-ci des frais différents de ceux prescrits par ce règlement.

L'organisme public qui entend exiger des frais en vertu du présent article doit informer le requérant du montant approximatif qui lui sera chargé, avant de procéder à la transcription, la reproduction ou la transmission du document. ».

5. L'article 59 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe 1°, par ce qui suit :

« **59.** Un organisme public ne peut communiquer un renseignement nominatif sans le consentement de la personne concernée.

Toutefois, il peut communiquer un tel renseignement sans le consentement de cette personne, dans les cas et aux strictes conditions qui suivent : ».

6. L'article 85 de cette loi est modifié par l'addition, après le troisième alinéa, des suivants :

« Le ministre des Affaires municipales peut, à la demande d'un organisme municipal, fixer pour celui-ci des frais différents de ceux prescrits par ce règlement.

L'organisme public qui entend exiger des frais en vertu du présent article doit informer le requérant du montant approximatif qui lui sera chargé, avant de procéder à la transcription, la reproduction ou la transmission du document. ».

7. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 87, du suivant :

« **87.1** Un établissement de santé ou de services sociaux, la Commission de la santé et de la sécurité du travail ou la Régie de l'assurance automobile du Québec peut refuser momentanément de donner communication à une personne d'un renseignement nominatif la concernant lorsque, de l'avis de son médecin traitant, il en résulterait vraisemblablement un préjudice grave pour sa santé.

Dans ce cas, l'organisme public, sur la recommandation du médecin traitant, détermine le moment où ce renseignement pourra être communiqué et en avise la personne concernée.

L'organisme public doit, à la demande de la personne concernée, lui fournir l'assistance d'un professionnel, compétent pour l'aider à comprendre ce renseignement. ».

8. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 159, du suivant:

« **159.1** Quiconque, sciemment,

1° donne accès à un document auquel une personne n'a pas droit d'accès en vertu d'une disposition d'une loi qui s'applique malgré une disposition de la présente loi,

2° communique un renseignement à une personne qui n'a pas le droit d'être informée de l'existence de ce renseignement en vertu d'une disposition d'une loi qui s'applique malgré une disposition de la présente loi,

3° communique un renseignement dont une personne ne peut recevoir communication en vertu d'une disposition d'une loi qui s'applique malgré une disposition de la présente loi,

commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende de 200 \$ à 1 000 \$ et, pour chaque récidive dans les deux ans, d'une amende de 500 \$ à 2 500 \$.

LOI SUR L'AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME

9. L'article 142 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1) est modifié:

1° par le remplacement des trois dernières lignes du premier alinéa par ce qui suit: « responsable de l'accès aux documents de la municipalité. »;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, de l'expression « secrétaire-trésorier » par le mot « responsable ».

10. L'article 218 de cette loi est modifié par le remplacement dans la quatrième ligne, des mots « ou le secrétaire » par les mots « , le secrétaire ou le responsable de l'accès aux documents de la Commission. ».

11. L'article 226 de cette loi est modifié par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes du deuxième alinéa, des mots « , sur paiement de l'honoraire prescrit par règlement du gouvernement ».

12. L'article 241 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe 8°.

LOI SUR L'ASSURANCE AUTOMOBILE

13. L'article 70 de la Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25) est abrogé.

14. L'article 72 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes, des mots «qui est confidentiel aux termes de l'article 70» par les mots «obtenu en vertu de la présente loi relativement à un réclamant».

15. L'article 73 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots «Les articles 70 et 72 ne s'appliquent» par les mots «L'article 72 ne s'applique».

LOI SUR L'ASSURANCE-MALADIE

16. L'article 64 de la Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29) est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**64.** La personne qui a fourni ou reçu un service assuré par la Régie, de même que son avocat ou ses représentants dûment autorisés par elle ou agissant pour elle en vertu de la loi, a droit d'accès aux seuls renseignements suivants, malgré l'article 83 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1):

- a) la date à laquelle ce service a été fourni;
- b) le nom et l'adresse de la personne qui a fourni ce service;
- c) les sommes payées par la Régie pour ce service et le nom des personnes à qui elles ont été payées.»;

2° par la suppression, dans la première ligne du deuxième alinéa et après le mot «est», du mot «aussi».

LOI SUR L'ASSURANCE-STABILISATION DES REVENUS AGRICOLES

17. L'article 32 de la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles (L.R.Q., chapitre A-31) est abrogé.

LOI SUR LES ASSURANCES

18. Le premier alinéa de l'article 16 de la Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32) est remplacé par les suivants:

« **16.** Aucune personne employée par le gouvernement ou autorisée par l'inspecteur général à exercer les pouvoirs conférés par les articles 10 à 12 ou à faire une enquête ne doit communiquer ou permettre que soit communiqué à qui que ce soit, un renseignement obtenu en vertu des dispositions de la présente loi ni permettre l'examen d'un document produit en vertu de la présente loi sauf dans la mesure où elle y est autorisée par l'inspecteur général.

Malgré les articles 9, 23, 24 et 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), seule une personne autorisée généralement ou particulièrement par l'inspecteur général lui-même a accès à un tel renseignement ou document. ».

19. L'article 19 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Ces registres et ces doubles ont un caractère public. ».

LOI SUR LES BIENS CULTURELS

20. La Loi sur les biens culturels (L.R.Q., chapitre B-4) est modifiée par l'addition, après l'article 39, du suivant:

« **39.1** Malgré l'article 9 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), nul n'a droit d'accès aux renseignements inclus dans ce rapport avant l'expiration d'un délai de cinq ans de la date de sa remise au ministre, à moins que leur communication ne soit autorisée par le détenteur du permis. ».

LOI SUR LE CHANGEMENT DE NOM ET D'AUTRES QUALITÉS DE L'ÉTAT CIVIL

21. L'article 9 de la Loi sur le changement de nom et d'autres qualités de l'état civil (L.R.Q., chapitre C-10) est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa et après le mot « copie », du mot « conforme ».

LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

22. L'article 91 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est renuméroté 114.2 et il est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, du mot « greffier » par les mots « responsable de l'accès aux documents de la municipalité » et par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes de cet alinéa, des mots « , sur paiement des honoraires exigibles

en vertu du tarif fixé par le conseil et qui doivent être versés dans la caisse municipale, »;

2° par la suppression du deuxième alinéa.

23. L'article 93 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « de bureau » par les mots « habituelles de travail ».

24. L'article 102 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « de bureau » par les mots « habituelles de travail ».

25. L'article 103 de cette loi est abrogé.

26. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 114.1, de ce qui suit:

« VIII.—Responsable de l'accès aux documents de la municipalité ».

27. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 114.2, du suivant:

« 114.3 Font preuve de leur contenu les copies et extraits des documents de la municipalité qui sont certifiés conformes par le responsable de l'accès aux documents de la municipalité. ».

28. L'article 249 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« 249. Le responsable de l'accès aux documents de la municipalité est tenu de délivrer à toute personne qui lui en fait la demande, des copies certifiées conformes de tout registre de scrutin, procès-verbal, rapport ou autre papier qui se rapporte à une élection, sauf de bulletin de vote. Ces documents, sauf le bulletin de vote, ont un caractère public. ».

29. L'article 250 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, des mots « Nul n'est admis à examiner un bulletin de vote commis à la garde du greffier de la municipalité » par les mots « Malgré l'article 9 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), nul n'a droit d'accès à un bulletin de vote après la proclamation de l'élection d'un candidat mentionné sur ce bulletin »;

2° par le remplacement, dans le quatrième alinéa, du mot « greffier » par les mots « responsable de l'accès aux documents de la municipalité ».

30. L'article 333 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la cinquième ligne du premier alinéa, des mots « tous les contribuables qui désirent » par les mots « toute personne qui désire ».

31. L'article 336 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « ou par le greffier du conseil » par les mots « , par le greffier du conseil ou par le responsable de l'accès aux documents de la municipalité ».

32. L'article 356 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne du troisième alinéa, du mot « greffier » par les mots « responsable de l'accès aux documents de la municipalité » et par la suppression dans les première, deuxième et troisième lignes de cet alinéa, des mots « , moyennant paiement des honoraires exigibles selon le tarif fixé en vertu de l'article 91, » ;

2° par le remplacement, dans la première ligne du quatrième alinéa, des mots « Le greffier » par le mot « Il ».

33. L'article 359 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa du paragraphe 1, des mots « , qu'il certifie, » par les mots « certifiée conforme ».

34. L'article 368 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne et après le mot « greffier », des mots « ou par le responsable de l'accès aux documents de la municipalité » ;

2° par l'insertion, dans la quatrième ligne et après le mot « greffier », des mots « ou du responsable ».

35. L'article 372 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe c par le suivant :

« c) les heures pendant lesquelles le règlement peut être consulté au bureau de la municipalité ; ».

36. L'article 392 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la quatrième ligne et après le mot « greffier », des mots « ou par le responsable de l'accès aux documents de la municipalité ».

37. L'article 468.30 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne et après le mot « secrétaire », des mots « ou par le responsable de l'accès aux documents de la régie ».

38. L'article 468.31 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « de bureau » par les mots « habituelles de travail »;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « secrétaire ou le trésorier, selon le cas, » par les mots « responsable de l'accès aux documents de la régie »;

3° par la suppression de la deuxième phrase du deuxième alinéa.

CODE DU TRAVAIL

39. L'article 57.1 du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27) est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Malgré l'article 9 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), nul n'a droit d'accès à un tel document. ».

CODE MUNICIPAL DU QUÉBEC

40. L'article 208 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) est modifié:

1° par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « en sa possession comme » par les mots « faisant partie des »;

2° par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du premier alinéa, des mots « , les jours de bureau, entre 9 et 16 heures » par les mots « pendant les heures habituelles de travail »;

3° par la suppression du deuxième alinéa.

41. L'article 209 de ce code est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, de l'expression « secrétaire-trésorier » par les mots « responsable de l'accès aux documents de la corporation »;

2° par la suppression dans les deuxième, troisième et quatrième lignes du premier alinéa, des mots « , sur paiement des honoraires exigibles en vertu du tarif fixé par le conseil et qui doivent être versés dans le fonds général de la corporation, »;

3° par la suppression du deuxième alinéa;

4° par le remplacement, dans la première ligne du troisième alinéa, des mots « Il est aussi de son devoir de » par les mots « Le secrétaire-trésorier doit » et par le remplacement, dans les onzième et douzième lignes de cet alinéa, des mots « honoraires exigibles en vertu de l'alinéa précédent » par les mots « frais exigibles »;

5° par le remplacement, dans la première ligne du quatrième alinéa, du mot « Néanmoins » par les mots « Malgré les deuxième et troisième alinéas de l'article 11 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1) » et par l'insertion, dans la deuxième ligne de cet alinéa et après le mot « corporation », du mot « municipale ».

42. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 267, de ce qui suit:

« TITRE V.1

« DU RESPONSABLE DE L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DE LA CORPORATION

« **267.1** Font preuve de leur contenu les copies et extraits des documents de la corporation qui sont certifiés conformes par le responsable de l'accès aux documents de la corporation. ».

43. L'article 418 de ce code est modifié par l'addition, après le premier alinéa, du suivant:

« Cette copie peut également être attestée par le responsable de l'accès aux documents de la corporation. ».

44. L'article 445 de ce code est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

« Le responsable de l'accès aux documents de la corporation doit délivrer copie de ce règlement, à toute personne qui lui en fait la demande dans les deux jours juridiques précédant la tenue de cette séance. Il doit aussi prendre les dispositions nécessaires pour que des copies du règlement soient mises à la disposition du public, pour consultation, dès le début de la séance. ».

45. L'article 599 de ce code est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne et après le mot « secrétaire », des mots « ou par le responsable de l'accès aux documents de la régie ».

46. L'article 600 de ce code est modifié:

1° par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « de bureau » par les mots « habituelles de travail »;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots «secrétaire ou le trésorier, selon le cas,» par les mots «responsable de l'accès aux documents de la régie»;

3° par la suppression de la deuxième phrase du deuxième alinéa.

LOI SUR LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

47. La Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., chapitre C-34) est modifiée par l'insertion, après l'article 25, du suivant:

«**25.1** Un dossier de la Commission concernant un appel, une demande ou une requête est confidentiel. Malgré l'article 9 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), seule une personne autorisée par la Commission y a droit d'accès, pour cause. ».

LOI SUR LA COMMISSION MUNICIPALE

48. L'article 16 de la Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35) est modifié par la suppression du paragraphe 4.

49. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 16, du suivant:

«**16.1** Le responsable de l'accès aux documents de la Commission est tenu de fournir, à toute personne qui en fait la demande, copie certifiée des ordonnances, règles de pratique et autres documents visés au paragraphe 3 de l'article 16. ».

LOI SUR LA COMMUNAUTÉ RÉGIONALE DE L'OUTAOUAIS

50. L'article 49 de la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1) est modifié:

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne et après le mot «secrétaire», des mots «ou par le responsable de l'accès aux documents de la Communauté»;

2° par l'insertion, dans la quatrième ligne et après le mot «secrétaire», des mots «ou du responsable».

51. L'article 73 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du quatrième alinéa et après le mot «secrétaire», des mots «ou par le responsable de l'accès aux documents de la Communauté.».

52. L'article 73.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « de bureau » par les mots « habituelles de travail ».

53. L'article 73.2 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, du mot « secrétaire » par les mots « responsable de l'accès aux documents de la Communauté »;

2° par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « , sur paiement des honoraires exigibles en vertu du tarif fixé par le Conseil, »;

3° par la suppression du deuxième alinéa.

54. L'article 169.4 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la cinquième ligne du deuxième alinéa et après le mot « secrétaire », des mots « ou par le responsable de l'accès aux documents de la Commission. ».

55. L'article 212 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne, après le mot « secrétaire » des mots « ou par le responsable de l'accès aux documents de la Société »;

2° par l'insertion, dans la quatrième ligne et après le mot « secrétaire », des mots « ou du responsable ».

LOI SUR LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL

56. L'article 68 de la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2) est modifié:

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne et après le mot « secrétaire », des mots « ou par le responsable de l'accès aux documents de la Communauté »;

2° par l'insertion, dans la quatrième ligne et après le mot « secrétaire », des mots « ou du responsable ».

57. L'article 82.9 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement de la première phrase du troisième alinéa par la suivante:

« La commission de la sécurité publique peut, par résolution, décider de faire au comité exécutif, plutôt qu'au Conseil, les recommandations qu'elle juge confidentielles et qui concernent directement la prévention,

la détection et la répression du crime ou des infractions aux lois. »;

2° par l'addition, après le troisième alinéa, du suivant:

«Le comité exécutif peut rendre accessible au public une recommandation confidentielle qui lui a été faite par la commission de la sécurité publique ainsi que l'avis et l'analyse qui l'accompagnent. ».

58. L'article 110 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du quatrième alinéa et après le mot « secrétaire », des mots « ou par le responsable de l'accès aux documents de la Communauté ».

59. L'article 110.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « de bureau » par les mots « habituelles de travail ».

60. L'article 110.2 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, du mot « secrétaire » par les mots « responsable de l'accès aux documents de la Communauté »;

2° par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « , sur paiement des honoraires exigibles en vertu du tarif fixé par le comité exécutif, »;

3° par la suppression du deuxième alinéa.

61. L'article 110.3 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **110.3** Malgré l'article 83 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), nul n'a le droit d'être informé de l'existence ou de recevoir communication d'un renseignement le concernant et contenu dans tout ou partie d'un livre, registre ou document relatif à une matière ayant fait ou devant faire l'objet d'une discussion lors d'une séance à huis clos de la commission de la sécurité publique et concernant directement la prévention, la détection et la répression du crime ou des infractions aux lois. ».

62. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 262, du suivant:

« **262.1** Sont authentiques les copies des documents de la Société qui sont certifiées conformes par le responsable de l'accès aux documents de la Société. ».

LOI SUR LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE QUÉBEC

63. L'article 43 de la Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3) est modifié par le remplacement, dans la huitième ligne, des mots « tous les intéressés qui désirent » par les mots « toute personne qui désire ».

64. L'article 81 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la septième ligne du troisième alinéa et après le mot « secrétaire », des mots « ou par le responsable de l'accès aux documents de la Communauté »;

2° par le remplacement, dans la septième ligne du troisième alinéa du mot « il » par les mots « le secrétaire ».

65. L'article 232 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la troisième ligne, du mot « secrétaire » par les mots « responsable de l'accès aux documents de la Communauté »;

2° par le remplacement, dans la quatrième ligne, des mots « normales de bureau » par les mots « habituelles de travail »;

3° par la suppression, dans les sixième et septième lignes, des mots « sur paiement des honoraires exigibles en vertu du tarif fixé par le Conseil et approuvé par le ministre ».

LOI SUR LES COMPAGNIES

66. L'article 123.169 de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38) est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 1°, du mot « reproduction » par le mot « certification ».

LOI SUR LE CONSEIL RÉGIONAL DE ZONE DE LA BAIE JAMES

67. L'article 21 de la Loi sur le Conseil régional de zone de la Baie James (L.R.Q., chapitre C-59.1) est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne, des mots « tous les intéressés qui désirent » par les mots « toute personne qui désire ».

LOI SUR LA CONSULTATION POPULAIRE

68. L'appendice 2 de la Loi sur la consultation populaire (L.R.Q., chapitre C-64.1) est modifié par le remplacement, dans la première ligne du troisième alinéa de l'article 204, du mot « Il » par les mots « Malgré

le premier alinéa de l'article 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), il ».

LOI SUR LES COOPÉRATIVES

69. L'article 244 de la Loi sur les coopératives (L.R.Q., chapitre C-67.2) est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du paragraphe 1°, des mots « , l'examen ou la reproduction » par les mots « et l'examen ».

LOI SUR LES CORPORATIONS MUNICIPALES ET INTERMUNICIPALES DE TRANSPORT

70. L'article 32 de la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport (L.R.Q., chapitre C-70) est modifié :

1° par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « du bureau » par les mots « habituelles de travail »;

2° par le remplacement, dans la quatrième ligne, des mots « y a un intérêt. » par les mots « le désire. »;

3° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Le responsable de l'accès aux documents de la corporation délivre, à toute personne qui lui en fait la demande, des copies ou des extraits de ces registres et documents. ».

LOI SUR LE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES DANS LE DOMAINE DU LIVRE

71. L'article 36 de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre (L.R.Q., chapitre D-8.1) est abrogé.

LOI SUR LES ÉLECTIONS DANS CERTAINES MUNICIPALITÉS

72. L'article 3.5 de la Loi sur les élections dans certaines municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.1) est modifié par le remplacement dans la deuxième ligne, des mots « tout électeur » par les mots « toute personne ».

73. L'article 6 de cette loi est modifié par le remplacement dans la deuxième ligne, des mots « tout électeur, au sens de l'article 3.6, » par les mots « toute personne ».

74. L'article 86 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**86.** Les rapports et documents produits au trésorier en vertu de la présente sous-section ont un caractère public.

Le trésorier doit, le plus tôt possible après leur réception:

1° transmettre au directeur général, copie de ces rapports et documents;

2° donner, dans un journal diffusé dans la municipalité, un avis public de la réception de ces rapports et documents et du fait de leur accessibilité.

Les reçus émis pour des contributions totalisant 100 \$ et moins ne sont pas visés par le présent article. ».

75. L'article 104.1 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Ces documents sont conservés pendant deux ans à compter de leur réception. À l'expiration de ce délai, le trésorier remet les factures et pièces justificatives au candidat qui le lui demande, à défaut, il les détruit. ».

LOI ÉLECTORALE

76. L'article 204 de la Loi électorale (L.R.Q., chapitre E-3.2) est modifié par le remplacement, dans la première ligne du troisième alinéa, du mot « Il » par ce qui suit: « Malgré le premier alinéa de l'article 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), il ».

77. L'article 403 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**403.** Les rapports et documents prescrits par la présente section ont un caractère public. Malgré l'article 9 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, nul n'y a droit d'accès avant la date d'expiration du délai prévu pour leur production. S'ils sont produits hors délai, ces documents sont accessibles dès la date de leur production. »;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne du troisième alinéa, des mots «de bureau» par les mots «habituelles de travail».

LOI SUR LES EMPLOYÉS PUBLICS

78. L'article 22 de la Loi sur les employés publics (L.R.Q., chapitre E-6) est modifié par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « , en payant l'honoraire qui est fixé par arrêté en conseil ».

79. L'article 36 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du premier alinéa et après le mot «copie», du mot «certifiée».

LOI SUR LA FISCALITÉ MUNICIPALE

80. L'article 73 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots «tout intéressé» par les mots «toute personne».

81. L'article 79 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**79.** Malgré l'article 9 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), nul n'a droit d'accès aux documents visés au deuxième alinéa de l'article 78. ».

LOI SUR LES GRAINS

82. L'article 19 de la Loi sur les grains (L.R.Q., chapitre G-1.1) est abrogé.

83. L'article 58 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe 11°.

LOI SUR HYDRO-QUÉBEC

84. L'article 49 de la Loi sur Hydro-Québec (L.R.Q., chapitre H-5) est modifié par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant:

«Ce règlement peut déterminer:

1° que seuls le participant, le bénéficiaire ou leurs mandataires peuvent faire une demande de communication ou de rectification des renseignements contenus au régime;

2° le mode et la fréquence des demandes de communication et de rectification;

3° le délai accordé au responsable de l'accès pour donner suite à une telle demande.

Le présent article s'applique malgré les articles 83, 94 et 98 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1). ».

LOI SUR L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

85. L'article 14 de la Loi sur l'inspecteur général des institutions financières (L.R.Q., chapitre I-11.1) est remplacé par le suivant:

« **14.** L'inspecteur général, tout membre de son personnel et toute autre personne que l'inspecteur général a autorisée à exercer les pouvoirs visés dans les articles 8 à 10 ne doivent communiquer ou permettre que soit communiqué à nul autre qu'à une personne autorisée, généralement ou spécifiquement, par le ministre lui-même, une information obtenue en vertu des dispositions de la présente loi, ni permettre à une personne non ainsi autorisée d'examiner un rapport fourni en vertu de la présente loi ou d'en prendre connaissance.

Le premier alinéa s'applique malgré les articles 9, 23, 24 et 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1). ».

86. L'article 15 de cette loi est abrogé.

LOI SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE

87. L'article 328 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14) est modifié:

1° par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, des mots « toutes personnes intéressées ou leurs procureurs, pendant les heures de bureau » par les mots « toute personne pendant les heures habituelles de travail »;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Le responsable de l'accès aux documents de la commission scolaire donne accès aux documents énumérés dans le premier alinéa. ».

88. L'article 329 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **329.** Le responsable de l'accès aux documents de la commission scolaire délivre, à toute personne qui en fait la demande, des copies ou des extraits de tout registre, livre, rôle ou autre document qui fait partie des archives du secrétaire-trésorier. ».

89. L'article 332 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Le responsable de l'accès aux documents de la commission scolaire doit fournir, à toute personne qui en fait la demande, une copie de ce résumé ou une copie de l'état tel qu'approuvé par la commission scolaire. ».

90. L'article 349 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

91. L'article 534 de cette loi est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du mot « intéressée ».

LOI SUR LES LOTERIES, LES COURSES, LES CONCOURS PUBLICITAIRES ET LES APPAREILS D'AMUSEMENT

92. L'article 40 de la Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (L.R.Q., chapitre L-6) est abrogé.

LOI SUR LES MINES

93. L'article 284 de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13) est modifié :

1° par la suppression, dans les troisième et quatrième lignes, des mots « , à moins que le ministre n'en décide autrement » ;

2° par l'addition, après le premier alinéa, du suivant :

« Malgré l'article 9 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), nul n'a droit d'accès à ces plans et relevés à moins que le ministre n'en décide autrement. ».

94. L'article 296 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Malgré l'article 9 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels,

un règlement fait en application de l'un ou l'autre des paragraphes *e* à *h, j, n* ou *s* du premier alinéa, peut prohiber ou limiter, aux conditions qui y sont fixées, l'accès aux documents détenus dans le cadre de son application. ».

95. L'article 332 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Ces inscriptions ont un caractère public. ».

LOI SUR LA MISE EN MARCHÉ DES PRODUITS AGRICOLES

96. L'article 21 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., chapitre M-35) est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du troisième alinéa, du mot « La » par les mots « Malgré les deuxième et troisième alinéas de l'article 11 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), la »;

2° par le remplacement dans la première ligne de cet alinéa, des mots « tout intéressé » par les mots « toute personne ».

97. L'article 98 de cette loi, modifié par l'article 198 du chapitre 95 des lois de 1986, est abrogé.

LOI AUTORISANT LES MUNICIPALITÉS À PERCEVOIR UN DROIT SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

98. L'article 22 de la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre M-39) est modifié par l'insertion, après le deuxième alinéa, du suivant:

« Le présent article s'applique malgré l'article 9 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1). ».

LOI SUR LES PERMIS D'ALCOOL

99. L'article 20 sur la Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., chapitre P-9.1) est modifié par la suppression des deuxième et troisième alinéas.

LOI SUR LES PRODUCTEURS AGRICOLES

100. L'article 43 de la Loi sur les producteurs agricoles (L.R.Q., chapitre P-28), modifié par l'article 235 du chapitre 95 des lois de 1986, est de nouveau modifié par la suppression du deuxième alinéa.

LOI SUR LES PRODUITS AGRICOLES, LES PRODUITS
MARINS ET LES ALIMENTS

101. L'article 35 de la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., chapitre P-29) est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

LOI SUR LA PROTECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE

102. L'article 3 de la Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35) est abrogé.

103. L'article 67 de cette loi, modifié par l'article 257 du chapitre 95 des lois de 1986, est de nouveau modifié par la suppression du deuxième alinéa.

LOI SUR LA PROTECTION DU MALADE MENTAL

104. L'article 28 de la Loi sur la protection du malade mental (L.R.Q., chapitre P-41) est modifié par le remplacement, dans la première ligne, du mot « Tout » par les suivants: « Malgré le premier alinéa de l'article 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), tout ».

LOI SUR LA PROTECTION DU TERRITOIRE AGRICOLE

105. L'article 80 de la Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., chapitre P-41.1) est modifié par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 8°, des mots « les droits à payer pour l'obtention de copies de documents déposés au greffe, ».

LOI SUR LA QUALIFICATION PROFESSIONNELLE
DES ENTREPRENEURS DE CONSTRUCTION

106. L'article 65 de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (L.R.Q., chapitre Q-1) est abrogé.

LOI SUR LE RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC

107. L'article 192 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9) est modifié par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant:

« Le présent article s'applique malgré les articles 83 et 94 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1). ».

108. L'article 193 de cette loi est modifié par l'addition, après le troisième alinéa, du suivant:

« Les deuxième et troisième alinéas s'appliquent malgré les articles 89 et 94 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. ».

109. L'article 207 de cette loi est modifié par la suppression, dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, des mots « Sauf en conformité des dispositions de la présente loi ».

110. L'article 211 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, du mot « Cette » par les mots « Malgré les articles 83, 89 et 94 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, cette ».

111. L'article 223 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe *g*.

LOI SUR LES RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RENTES

112. L'article 75 de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (L.R.Q., chapitre R-17) est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe *k*, des mots « , l'inspection des régimes et l'émission par la Régie de copies des dispositions d'un régime » par les mots « et l'inspection des régimes ».

LOI FAVORISANT LE REGROUPEMENT DES MUNICIPALITÉS

113. L'article 7 de la Loi favorisant le regroupement des municipalités (L.R.Q., chapitre R-19) est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne, du mot « intéressée ».

114. L'article 10 de cette loi, modifié par l'article 1 du chapitre 3 des lois de 1987, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne du paragraphe 4, des mots « intéressée à » par les mots « qui désire ».

LOI SUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

115. L'article 175 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1) est modifié par le remplacement, dans les quatrième, cinquième, sixième et septième lignes, des mots « et aux conditions qu'elle détermine notamment afin d'assurer que l'utilisation qui en est faite ne permette pas d'identifier la personne concernée par les renseignements ou les informations » par les mots « , accordée

conformément aux critères établis à l'article 125 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1). ».

LOI SUR LES SERVICES DE GARDE À L'ENFANCE

116. L'article 44 de la Loi sur les services de garde à l'enfance (L.R.Q., chapitre S-4.1) est modifié par l'addition, après le premier alinéa, du suivant:

« Toutefois, le titulaire de l'autorité parentale peut également s'adresser à la Commission d'accès à l'information, conformément à l'article 135 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), lorsque le refus mentionné au premier alinéa fait suite à une demande écrite, adressée à un organisme visé par cette loi. ».

LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX

117. L'article 7 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5), modifié par l'article 306 du chapitre 95 des lois de 1986, est de nouveau modifié par l'addition, après le cinquième alinéa, du suivant:

« Malgré l'article 83 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), un bénéficiaire n'a pas le droit d'être informé de l'existence ni de recevoir communication d'un renseignement le concernant qui a été fourni à son sujet par un tiers, à moins que ce tiers n'ait consenti par écrit à ce que ce renseignement et sa provenance soient révélés au bénéficiaire. ».

118. L'article 8 de cette loi, modifié par l'article 307 du chapitre 95 des lois de 1986, est de nouveau modifié:

1° par l'addition, à la fin du paragraphe *c* du premier alinéa et après le mot « mineur », des mots « de moins de quatorze ans »;

2° par l'addition, après le troisième alinéa, des suivants:

« Enfin, malgré l'article 83 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, le titulaire de l'autorité parentale, à l'égard d'un mineur de moins de quatorze ans, n'a pas le droit d'être informé de l'existence ni de recevoir communication d'un renseignement contenu au dossier de ce mineur, si cette information ou cette communication est de nature à causer un

préjudice grave à la santé de ce mineur; l'établissement doit, avant de déterminer si cette information ou cette communication est de nature à causer un tel préjudice, consulter ce mineur.

Le présent article s'applique malgré le premier alinéa de l'article 94 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. ».

119. L'article 114 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa, par le suivant :

« Malgré la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, les dossiers et procès-verbaux du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens et de chacun de ses comités, qui concernent l'exercice des responsabilités décrites aux paragraphes 1° et 2° de l'article 112, sont confidentiels. Nul ne peut en prendre connaissance sauf les membres du conseil et de ses comités ou encore la Commission ou les représentants d'une corporation professionnelle dans l'exercice des fonctions qui lui sont attribuées par la loi. Le comité exécutif du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens a accès aux dossiers et procès-verbaux de ces comités. ».

LOI SUR LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DU QUÉBEC

120. L'article 51 de la Loi sur la Société de développement industriel du Québec (L.R.Q., chapitre S-11.01) est modifié :

1° par la suppression de la première phrase du premier alinéa ;

2° par le remplacement, dans la cinquième ligne du premier alinéa, des mots « un tel renseignement » par les mots « un renseignement obtenu en application de la présente loi ».

LOI SUR LES SYNDICATS COOPÉRATIFS

121. L'article 41 de la Loi sur les syndicats coopératifs (L.R.Q., chapitre S-38) est abrogé.

LOI SUR LES TERRES PUBLIQUES AGRICOLES

122. L'article 5 de la Loi sur les terres publiques agricoles (L.R.Q., chapitre T-9.1) est modifié par le remplacement, dans les troisième, quatrième, cinquième et sixième lignes, des mots « , pour toute inscription requise en vertu de la présente loi et pour l'obtention d'une copie de tout document ou renseignement écrit relatif à une terre assujettie à la présente loi ou pour laquelle des lettres patentes ont été délivrées. » par les mots « et pour toute inscription requise en vertu de la présente loi. ».

123. L'article 47 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 4° par le suivant:

«4° établir des frais pour la préparation de documents et pour toute inscription requise en vertu de la présente loi ainsi que les cas d'exonération du paiement de ces frais;».

LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES

124. L'article 296 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1) est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Malgré l'article 9 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), la Commission peut, lorsqu'elle le juge opportun, déclarer que certains de ces documents ne sont pas accessibles.».

125. L'article 297 de cette loi est modifié par l'insertion, à la fin et après le mot «Commission», des mots «et ce, malgré l'article 9 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.».

LOI SUR LES VILLAGES NORDIQUES ET L'ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK

126. L'article 59 de la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1) est renuméroté 62.1 et il est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne, de l'expression «secrétaire-trésorier» par les mots «responsable de l'accès aux documents de la corporation municipale»;

2° par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes, des mots «, sur paiement des honoraires exigibles en vertu du tarif fixé par le conseil et qui doivent être versés dans la caisse municipale,»;

3° par le remplacement, dans la cinquième ligne, des mots «dont il a la garde» par les mots «qui sont sous la garde du secrétaire-trésorier».

127. L'article 61 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la quatrième ligne, des mots «de bureau» par les mots «habituelles de travail»;

2° par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes, des mots « des électeurs de la municipalité et de leurs procureurs » par les mots « par toute personne ».

128. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 62, de ce qui suit:

« CHAPITRE IV

« RESPONSABLE DE L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DE LA CORPORATION MUNICIPALE ».

129. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 62.1, du suivant:

« **62.2** Font preuve de leur contenu les copies et extraits des documents de la corporation municipale qui sont certifiés conformes par le responsable de l'accès aux documents. ».

130. L'article 144 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne et après le mot « trésorier » des mots « ou par le responsable de l'accès aux documents de la corporation municipale ».

131. L'article 275 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne, des mots « tous les intéressés qui désirent » par les mots « toute personne qui désire ».

132. L'article 306 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la septième ligne et après le mot « secrétaire », des mots « ou par le responsable de l'accès aux documents ».

133. L'article 307 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne, du mot « secrétaire » par les mots « responsable de l'accès aux documents de l'Administration régionale »;

2° par la suppression, dans la deuxième ligne, des mots « sur paiement des honoraires fixés par le conseil, ».

134. La présente loi entrera en vigueur le 30 juin 1987.

L'article 85 a effet depuis le 1^{er} octobre 1986.

L'article 86 a effet depuis le 16 décembre 1982.